

Les barrières ne protègent pas : elles enferment !

Trump a annoncé mercredi 2 avril – la veille on aurait pu croire à un poisson d’avril ! – une hausse des droits de douane perçus par les États-Unis. La guerre économique est déclarée, au risque de précipiter rien de moins qu’une crise de l’économie mondiale.

L’impérialisme américain à l’offensive

Cette taxation va renchérir la plupart des marchandises de 10 % à 50 % selon les pays. Les automobiles ont droit à un minimum de 25 % d’où qu’elles viennent. Les produits chinois, déjà taxés à hauteur de 20 %, se voient infliger 34 points de plus, soit un total de 54 % !

Pour justifier cette remise en place de barrières douanières à un niveau jamais vu depuis plus d’un siècle, Trump présente son pays comme la victime du libre-échange... que ses prédécesseurs ont imposé pour asseoir la domination des États-Unis sur l’économie mondiale !

À l’entendre, ses droits de douane à lui seraient une réponse « gentille » à ceux prétendument plus élevés des autres pays. C’est un mensonge pur et simple. Mais un mensonge assorti d’une menace, celle de les augmenter encore. De fait, bon nombre de pays semblent préférer négocier avec le chef de la principale puissance de la planète.

Leur guerre économique... avec notre peau !

D’autres envisagent de rendre coup pour coup et taxe pour taxe. Pas tant du côté de l’Europe, où Macron joue au chef de bande, mais brasse surtout de l’air – un comique de répétition lassant à force de n’être même pas drôle –, que du côté de la Chine, qui a annoncé une hausse miroir de 34 % de ses droits de douane sur les produits américains. Qu’il y ait riposte ou pas, les exportations refoulées aux États-Unis vont chercher à s’écouler dans d’autres pays. Lesquels pourraient à leur tour... relever les taxes sur leurs importations !

Cette perspective d’une escalade générale des barrières douanières a immédiatement fait chuter les cours des principales bourses de la planète. Les capitalistes ont peur, certes, mais du côté des travailleurs, nous aurions tort de nous réjouir. Dans l’immédiat, c’est l’inflation qui menace aux États-Unis. Les entreprises étrangères ne céderont pas leurs bénéfices aux douaniers : elles augmenteront

donc leurs prix. Demain, c’est l’emploi qui risque de trinquer. À Detroit, capitale de l’automobile des États-Unis, des ouvriers angoissent de voir les droits de douane s’appliquer sur les châssis en aluminium provenant du Canada, à quelques kilomètres seulement. Le prix des voitures qu’ils produisent grimperait en flèche, au risque que personne ne les achète... et que leur patron les licencie.

Réindustrialisation, piège à c...

Trump minimise. Ces « perturbations » seraient un mauvais moment à passer avant que l’appétissant marché américain amène la relocalisation d’usines aux États-Unis. Chez nous aussi, tout le monde parle de réindustrialisation, de la gauche à l’extrême droite. Mais personne ne le fait. Barrières douanières ou non, ce qui attire les capitalistes, ce sont les possibilités de faire du profit sur l’exploitation des travailleurs. Et, des plus protectionnistes aux plus libre-échangistes, tous les dirigeants capitalistes, comme Macron, et ceux qui aspirent à l’être, comme Le Pen et Bardella, s’accordent pour vouloir renforcer ces possibilités.

Entre travailleurs, pas de frontières !

Bien des syndicats, ici ou ailleurs, cèdent aux sirènes du protectionnisme. Comme si l’État aux mains des patrons pouvait faire autre chose qu’aider ces derniers à nous exploiter ! Libre-échange ou barrières douanières, ce sont les deux faces d’une même médaille : le capitalisme !

Les barrières douanières ne nous protégeront pas plus des bas salaires et des licenciements que la fermeture des frontières aux immigrés. Nos adversaires ne sont pas les travailleurs des autres pays : c’est même précisément par des luttes communes contre nos exploiteurs communs que nous pourrions remettre à l’endroit ce monde qui marche sur la tête.

Le mirage de la déco ?

D'ici la fin mai nous serons tous entassés dans les nouveaux locaux de la direction de l'autre côté de la voie ferrée ou la promiscuité exacerbée règne : surface, nombre de bureaux et espaces individuels très concentrés !

Avant de nous en faire profiter pleinement elle organise à grand renfort de réclame des visites de ces lieux Startupèsses ; pour tenter de nous appâter ?

Ce lundi 1 000 personnes, d'après la direction, se seraient rendues sur place ou inscrites pour le reste de la semaine sur plus de 7 000 à l'effectif du CEMR. Quel engouement ! C'est sûr qu'avec ou sans enrobage l'on ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes.

Débrayages victorieux à Stellantis Mulhouse

Mercredi 2 avril après-midi, 25 salariés du ferrage de l'usine de Mulhouse ont débrayé pour réclamer des effectifs supplémentaires tant les conditions de travail sont devenues insupportables. Le ferrage était bloqué, entraînant un manque de caisses pour l'ensemble des usines terminales obligeant le patron à embaucher huit salariés intérimaires supplémentaires.

Le lendemain, l'équipe du matin a débrayé à son tour, bloquant la production à plus de trente grévistes. Eux aussi ont obtenu en quelques heures treize embauches supplémentaires. Vingt et un postes de plus sur les deux tournées !

Ces postes ont été créés grâce à la pression de la grève et, même s'ils sont provisoires, cela a redonné la pêche à tout le monde, et des idées et des envies dans d'autres ateliers du site.

Taxes douanières : Stellantis déjà à l'offensive contre les travailleurs

Les conséquences des décisions de l'administration Trump sur les nouvelles taxes douanières ne se sont pas fait attendre chez Stellantis concernant le continent américain : arrêt de la production dans certaines usines situées au Canada et au Mexique impactant plusieurs milliers de travailleurs et 900 licenciements aux USA même. Voilà les premières victimes collatérales de la « guerre » commerciale que se livrent tous ces pays dans ce cadre capitaliste, dont l'Europe ou la Chine sont aussi dans les principaux belligérants.

Marine Le Pen à la peine

« *Il faut être beaucoup plus dur sur les peines* » disait Le Pen pendant la campagne présidentielle de 2022... Trois ans plus tard, la voilà condamnée à 4 ans de prison dont 2 ferme, et à 5 ans d'inéligibilité même si elle fait appel de sa condamnation.

Le Pen et son clan ont détourné de l'argent public pour alimenter leur parti... et faire croquer les amis. Les assistants parlementaires du RN payés 5 000€ à 9 000€

par mois sans travailler n'ont rien à envier à Cahuzac ou Sarkozy. Le RN, parti des travailleurs ?

De Jordan Bardella à Elon Musk en passant par Viktor Orban, les réactionnaires du monde entier hurlent au scandale démocratique. Les mêmes qui critiquent le laxisme des juges quand les classes populaires sont à la barre dénoncent aujourd'hui une peine trop sévère.

Ce jugement a le mérite de révéler que le RN est finalement un parti aussi pourri que les autres. Mais ici comme aux USA, ce n'est pas la justice qui fera reculer l'extrême-droite et ses idées. C'est en défendant haut et fort nos intérêts de travailleurs, par la lutte de classe qu'on pourra en finir avec les divisions en tous genres distillées par les exploiters et les politiciens à leur service, comme le RN

La loi des voleurs

Depuis le 1er mars, les salariés du public ne reçoivent plus que 90 % de leur salaire en cas d'arrêt maladie de moins de trois mois. Soit une économie de 900 millions d'euros pour le budget de la Sécu. Mais depuis le 1er avril, les salariés du privé sont eux aussi attaqués par une baisse des indemnités journalières, passant d'une cinquantaine d'euros à moins de quarante. Soit une économie de 600 millions d'euros. Au total, la nouvelle loi de financement de la Sécurité sociale permet de nous voler plus d'un milliard et demi d'euros.

Les livreurs pédalent de plus en plus et gagnent de moins en moins

L'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi, en s'appuyant sur les données patronales, a dévoilé que le taux horaire brut des livreurs indépendants employés par les grandes plateformes – 71 000 environ – a considérablement diminué ces quatre dernières années : en tenant compte de l'inflation, ce taux baisse de 34,2 % chez Uber Eats. Ces pseudo « auto-entrepreneurs » sont d'autant plus vulnérables que nombre d'entre eux sont des migrants dont certains sans papiers. Les plateformes concernées en profitent pour les surexploiter.

Les milliardaires prospèrent

Le magazine Forbes vient de publier son bilan annuel des milliardaires de la planète. Ils sont désormais 3 028, soit 247 de plus que l'an dernier. Leurs fortunes totales cumulées se montent à 16 100 milliards de dollars, soit 2 000 milliards de plus qu'il y a un an, et plus que le produit intérieur brut cumulé de tous les pays du monde, à l'exception des États-Unis et de la Chine. À l'autre bout de l'échelle, 3,6 milliards de personnes vivent avec 6,85 dollars par jour et 750 millions d'entre elles souffrent de la faim. Un monde qui marche sur la tête.